

# Discours

## Discours de José Manuel Barroso, Conseil national

### Discours de José Manuel Barroso Président de la Commission européenne

Conseil national  
Paris – Maison de la Mutualité  
Le 5 juillet 2008

[Regarder la vidéo](#)

Monsieur le président de la République, cher ami,  
Monsieur le président du Parlement européen,  
Chers amis de l'UMP,

Tout d'abord, mes très sincères remerciements pour votre invitation. C'est un plaisir pour moi de revenir à un grand événement de l'UMP. Merci aussi à la présidence française, au président Nicolas Sarkozy pour la façon dont il a commencé cette présidence du Conseil. C'était vraiment émouvant cette cérémonie à l'Arc de Triomphe, aux Champs-Élysées. Les drapeaux européen et français côte à côte. C'était un de ces moments où les symboles donnent une dimension spéciale à notre conviction. Et il y a des moments où nous avons besoin de renforcer cette conviction.

Le président Sarkozy et moi-même aurions souhaité aborder cette présidence européenne avec un horizon plus dégagé. Le « non » irlandais, la situation économique, la montée du prix du pétrole, les produits agricoles, l'inflation, tout cela jette une ombre sur l'Europe en ce moment. Nous devons regarder cette réalité en face, être réaliste dans la façon d'envisager le moment actuel en Europe et dans chacun de nos pays.  
C'est précisément dans ces moments qu'il nous faut faire preuve d'un langage de vérité et de courage politique. Nous savons bien que s'il y a quelque chose qui ne manque pas à Nicolas Sarkozy, c'est son langage de vérité et son courage politique.

La vérité, chers amis, c'est que la mondialisation est là et qu'elle va rester avec nous. Elle offre beaucoup d'opportunités. L'Europe, dans son ensemble, est la première puissance commerciale au monde, nous sommes en train de créer plus d'emplois que les Américains ces dernières années. Nous avons beaucoup d'atouts. Mais la mondialisation comporte aussi des risques et des menaces. Il nous faut donc une politique face à cette mondialisation.

Il faut avoir l'honnêteté de dire à tous nos citoyens que la concurrence sera de plus en plus forte, notamment avec les grandes économies asiatiques, que ce soit la Chine, l'Inde ou d'autres. Face à cette concurrence de plus en plus forte, nous devons faire des réformes de notre économie afin d'augmenter notre compétitivité. Il nous faut ces réformes, bien sûr, pas pour changer le modèle social européen, pas pour le remplacer par un autre. Nous voulons garder notre modèle social européen, mais il faut le moderniser. Il faut que nos économies soient plus modernes et puissent faire face à cette concurrence accrue. C'est pourquoi, là aussi, je tiens à saluer le courage des réformes qui sont engagées en ce moment en France par Nicolas Sarkozy.

Pour gagner cette bataille de la mondialisation, il faut davantage d'investissement dans l'éducation, l'innovation, la recherche. Il faut aussi que l'Europe regarde cette mondialisation avec une attitude offensive. Il ne faut pas sombrer dans le pessimisme et le négativisme. Ce n'est pas avec des discours catastrophistes, de déclin, que certains aiment tant, que nous allons résoudre ces problèmes. Mais, au contraire, avec une attitude de volonté politique et de confiance, en disant surtout à nos jeunes qu'ils doivent s'adapter à ces nouvelles conditions de la mondialisation, qu'ils doivent être capable, au lieu de se cacher ou de se mettre dans une position de crainte et de peur, d'avoir le courage de façonner, avec nos valeurs européennes, cette mondialisation et le

monde du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le langage de vérité, c'est aussi dire que l'Europe a besoin de plus de travail, pas de moins. Si nous voulons gagner la concurrence avec les grandes puissances émergentes, il nous faut plus de travail. Il faut, bien sûr, dans l'avenir, continuer à recevoir des travailleurs venant de l'étranger. Nous devons le faire avec humanité et justice, d'un point de vue de solidarité avec tous ceux qui veulent travailler honnêtement chez nous. Mais nous devons être très fermes contre l'immigration illégale et toute la criminalité qui essaie d'en profiter. Il faut résister à la démagogie. La meilleure immigration doit être bien gérée et responsable, pour ne pas donner des arguments aux gens des extrêmes. Il faut le dire aussi très clairement, dans une Europe où existe la liberté de circulation, il est absolument absurde d'avoir absolument 27 politiques d'immigration. Nous avons besoin d'une politique européenne de l'immigration.

Le langage de la vérité, c'est encore dire à nos citoyens que le temps du pétrole à un prix bas est désormais révolu. Il faut le dire et ne pas nourrir des illusions. Il nous faut expliquer à nos concitoyens et concitoyennes que nous devons nous adapter à un monde où les coûts de l'énergie, notamment d'origine fossile, seront très élevés car la demande est en train de croître à un niveau bien plus élevé que l'offre. Donc, il nous faut investir d'abord dans la diversification et l'efficacité énergétique.

Il faut soutenir le paquet énergie/climat présenté par la Commission européenne. Je pars ce soir pour le Japon, le président Sarkozy également, rejoints par la Chancelière allemande, les Premiers ministres britannique et italien, pour essayer de convaincre nos autres partenaires du G8 de venir avec nous, avec l'Europe qui devient leadership dans cette matière. Car, il faut le dire aussi, le changement climatique n'est pas simplement le problème de l'Europe, c'est un problème global. Et, pour un problème global nous avons besoin d'une réponse globale. Il ne faut donc pas que les Américains ou les Chinois se cachent les uns derrière les autres, mais qu'ils puissent se joindre à nous pour ensemble lutter contre le changement climatique.

Chaque jour, le prix du pétrole montre que nous devons vraiment avancer dans ces domaines. Il faut en finir avec notre dépendance chronique au pétrole. Maintenant, il est clair que ce paquet énergie/climat est déjà très important d'un point de vue environnemental, pour garantir la qualité de vie sur notre planète et pour nos enfants, mais il est aussi très important du point de vue de la sécurité énergétique et économique pour garantir la compétitivité de l'économie européenne.

C'est l'une des tâches les plus importantes de la présidence française.

La vérité, chers amis, c'est aussi d'avoir le courage de dire à nous tous que face à ces défis globaux, aujourd'hui, nous avons besoin de réponses globales. Même les Etats membres à grande dimension seuls n'y arriveront pas. Nous avons besoin de la dimension européenne. Nous en avons besoin pour faire face au changement climatique, au problème de l'énergie, de l'insécurité alimentaire, de l'immigration, des menaces terroristes qui pèsent sur notre défense et notre sécurité.

Il nous faut cette dimension européenne. Nous ne sommes pas très nombreux au regard de la dimension démographique de la Chine ou de l'Inde. Quand on regarde aussi l'affirmation de la Russie ou le pouvoir financier de nos amis américains, nous comprenons que nous avons besoin de cette dimension européenne, mais qu'il faut projeter cette dimension avec cohérence politique. C'est pourquoi nous avons besoin du traité de Lisbonne. C'est pour cela qu'il faut avoir le courage de dire que nous l'avons signé à 27 et qu'il faut donc finir le parcours à 27.

La vérité, c'est que ceux qui ont voté « non » en Irlande continuent à 80% de soutenir l'Europe. 80% de ceux qui ont voté « non » disent qu'ils soutiennent les progrès de l'Europe unie. Donc, il nous faut faire un effort collectivement.

Terminer le processus de ratification pour ceux qui ne l'ont pas fait, parce que lorsqu'un gouvernement signe un traité, il assume la responsabilité de tout faire pour sa ratification. Et, une fois ce processus de ratification terminé, discuter ensemble avec nos amis irlandais.

Un vieux proverbe dit : si vous voulez aller vite, allez seuls. Si vous voulez aller loin, allez tous ensemble. En Europe, nous devons faire un grand effort pour aller tous ensemble et réussir à vaincre ensemble.

Il faut également avoir le courage de ne pas céder à la tentation. Je vous fais un

appel très direct parce que je sais que je parle ici à des dirigeants politiques au niveau national, régional, local ; vous êtes tous des leaders partout en France. Je vous fais cet appel politique, au nom de la Commission européenne et en mon nom personnel, de ne pas céder à la tentation, parfois très facile, de rendre toujours Bruxelles responsable chaque fois que l'on a des difficultés. Car, l'Europe, ce n'est pas simplement eux, Bruxelles ou le Parlement européen à Strasbourg, l'Europe, c'est vous, c'est nous tous, c'est Paris, c'est la France, l'Espagne, l'Allemagne, le Portugal...

Nous avons tous besoin et plus que jamais de cette dimension européenne. Cela ne veut pas dire que nous soyons toujours d'accord. On peut ne pas être d'accord, mais il faut travailler ensemble pour défendre nos institutions. Il faut reconnaître quand l'Europe est à l'épreuve que nous allons faire la preuve de l'Europe, avec des résultats concrets pour nos concitoyens. Il faut résister au populisme et à la démagogie. Il faut comprendre et expliquer aux gens que dans une Europe à 27, il nous faut parfois des compromis, représenter l'intérêt général.

Voilà quel sera mon appel à la France, pendant qu'elle assume la présidence du Conseil de l'Union européenne, de résister à toutes ces démagogues. Travailler ensemble, faire ensemble que l'Europe puisse répondre de façon plus concrète aux besoins et attentes de nos concitoyens.

Finalement, c'est en France, avec de grands Français, que ce grand projet de l'Union a commencé, il y a plus de 50 ans. Nous avons besoin de maintenir ce projet vivant et de le renforcer chaque jour.

Ici, aujourd'hui, à Paris, devant Nicolas Sarkozy, je voudrais vous dire que je suis absolument confiant. À la fin de ces 6 mois, à la fin de cette présidence française, nous aurons une Europe plus forte et nous serons très fiers de ce que la France a fait pour l'Europe et de ce que l'Europe a fait pour la France.

Merci.